

May sauvée, son Brexit toujours menacé

Theresa May a obtenu le soutien d'une majorité de députés conservateurs, mais le flou persiste à Londres.

La Première ministre britannique a survécu mercredi à un vote de défiance organisé par son parti conservateur, hostile à son accord de Brexit conclu avec Bruxelles, mais avec plus d'un tiers des députés l'ayant désavouée, le combat s'annonce acharné pour faire passer le texte décrié au Parle-

ment. Theresa May a obtenu le soutien de 200 députés conservateurs contre 117 souhaitant la voir partir malgré sa concession faite aux Brexiteurs quand elle a annoncé qu'elle comptait quitter ses fonctions avant les législatives de 2022. Cette victoire signifie que les tories ne pourront plus chercher à déloger Theresa May pen-

dant un an. Mais sa courte majorité constitue également un camouflet.

Dans une courte déclaration devant Downing Street, en matinée, la Première ministre s'était montrée combative, annonçant qu'elle se battrait « *de toutes ses forces* » pour rester en place et « *finir le travail* » sur le Brexit. ■

Theresa May reste à Downing Street, pour le moment

- ▶ 200 députés conservateurs ont renouvelé leur confiance à la Première ministre.
- ▶ Mais Theresa May reste très vulnérable.
- ▶ Et les Européens s'interrogent toujours sur l'adoption de l'accord de sortie par Westminster.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Cela a été une journée longue et difficile. » Theresa May a remporté mercredi soir le vote de défiance avec l'appui de 200 députés sur 317 au terme d'une journée marathon. Neuf heures du matin n'avaient pas encore sonné lorsque la cheffe de l'exécutif a fait son apparition sur le perron du 10 Downing Street. Debout derrière un pupitre, la Première ministre apparaît combative. Sa voix, légèrement chevrotante, se raffermie en quelques secondes. Les ultras du parti lui ont déclaré la guerre mais elle n'a pas l'intention de déposer les armes à leurs pieds.

« *Je me battrai de toutes mes forces pour remporter ce vote* », avertit M^{me} May. Car son destin et le Brexit sont intimement liés, suggère-t-elle. « *Dans les bons moments, comme dans les mauvais, depuis deux ans, je n'ai cessé de croire qu'un accord (sur le Brexit) était possible et qu'un avenir radieux attendait notre pays* », ajoute-t-elle avec une fer-

veur presque dévote. « *Un changement de leadership maintenant ferait courir un risque à notre pays en créant de l'incertitude à un moment où nous ne pouvons pas nous le permettre* », insiste-t-elle.

A boulets rouges

Trois heures plus tard, à la Chambre des Communes, la Première ministre poursuit son offensive. La cheffe de file contestée des conservateurs semble galvanisée par la motion de défiance. Lors de la traditionnelle session de questions au gouvernement, elle tire à boulets rouges sur Jeremy Corbyn. Le leader travailliste est l'ennemi. Elle est là pour le rappeler aux élus de son parti. « *Tout ce que veut faire (Jeremy Corbyn), c'est créer le chaos dans notre économie et la division dans notre société* », gronde Theresa May sur un ton théâtral. « *Exclut-elle complètement une sortie sans accord ?* », l'interroge le numéro 1 du parti travailliste. Theresa May esquive la question

et poursuit sa démonstration très élémentaire sur le thème du danger que représentent les travaillistes : « *Les gens ordinaires paieront le prix du Labour* », prévient-elle.

Dans les travées des Communes, les élus conservateurs rugissent de plaisir. Lundi, la livre sterling était au plus bas niveau depuis 18 mois face au dollar et à l'euro. L'accord sur le Brexit continue de faire l'unanimité contre lui, à 107 jours de la sortie programmée du Royaume-Uni de l'UE. Mais, au moins, la politique partisane a repris le dessus à Westminster. Les bleus contre les rouges, les libéraux contre les socialistes : les lignes de démarcation entre les deux tribus, qui ont été brouillées par le Brexit, ne sont-elles pas évidentes ?

En réalité, les tories sont plus divisés que jamais et, en dépit des dizaines de déclarations de soutien publiées sur Twitter par les députés conservateurs, Theresa May est très anxieuse. Elle multiplie les entretiens en tête-à-tête

avec les élus. En privé, elle leur promet de se retirer du pouvoir avant les prochaines élections législatives prévues en juin 2022. Elle réintègre aussi deux députés dans les rangs du parti, en dépit d'accusations de harcèlement sexuel pour l'un et des 2.000 messages à caractère sexuel envoyés par le second à deux jeunes femmes.

Un sursis de 12 mois

A 17h, les députés se pressent dans la salle 14 de réunion. Quarante minutes plus tard, Theresa May ressort de là, l'air plutôt détendu. Le vote n'a pas encore eu lieu mais flotte déjà dans l'air un parfum de victoire pour la Première ministre. « *Je pense qu'elle a convaincu ceux qui étaient encore hésitants. Les gens ne doutent pas qu'elle a fait de son mieux* », déclare Margot James, secrétaire d'Etat au Numérique et partisane du Remain pendant la campagne référendaire de 2016. Sur Twitter, Bob Seely, député de l'île de Wight et électeur

